



CONCEPT AUDIT & ASSOCIES

1 – 3, Rue du Départ
75014 PARIS
Tel : 33 (0)1 40 60 45 66
Fax : 33 (0)1 40 60 64 19
Mail : contact@conceptaudit.fr

TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au Capital de 1 543 454,08 €uros

Siège Social
11 rue du Colisée
75 008 PARIS

RCS PARIS 480 040 880

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2017

TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE

**Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au Capital de 1 543 454,08 Euros**

Siège Social
**11 rue du Colisée
75 008 PARIS**

RCS PARIS 480 040 880

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée générale de la société Travel Technology Interactive,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Travel Technology Interactive relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

Risque identifié

Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2017 pour un montant net de 4 964 milliers d'euros, représentent 44,4% du bilan. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et sont évalués sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci représente ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir.

Comme indiqué dans la note 4.2 de l'annexe, la valeur d'utilité est estimée par la direction sur la base de la valeur des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions d'activité.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques (les capitaux propres), ou à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité).

La concurrence et l'environnement économique auxquels sont confrontées certaines filiales, ainsi que l'implantation géographique de certaines d'entre elles, peuvent entraîner une baisse de leur activité et une dégradation de leur résultat opérationnel.

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les titres concernés, à :

- vérifier pour les évaluations reposant sur des éléments historiques que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;
- obtenir pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels les prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation des activités des entités concernées établies par leurs directions opérationnelles et apprécier leur cohérence avec les données prévisionnelles établis sous le contrôle de leur direction générale pour chacune de ces activités.
- vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également à :

- apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation ;
- vérifier la comptabilisation d'une provision pour risques dans les cas où la société est engagée à supporter les pertes d'une filiale présentant des capitaux propres négatifs.
- apprécié le coût moyen pondéré du capital retenu sur la base de l'observation du marché.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français et de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une

anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 09 avril 2018
Le Commissaire aux comptes

Concept Audit & Associés
Laurence LEBOUCHER

Travel Technology Interactive SA

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net		
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires	5 880	5 880				
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage industriels	997 901	636 303	361 598	275 126	86 472	
Autres immobilisations corporelles	16 771	16 771	0	0		
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres participations	12 558 022	7 593 800	4 964 222	4 964 222		
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	54 555		54 555	53 854	701	
Prêts						
Autres immobilisations financières	13 196		13 196	13 196		
TOTAL (I)	13 646 325	8 252 754	5 393 572	5 306 399	87 173	
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En-cours de production de biens						
En-cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances et acomptes versés sur commandes	10 000		10 000		10 000	
Clients et comptes rattachés	1 182 795		1 182 795	949 194	233 601	
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs	6 384		6 384	57	6 327	
. Personnel	5		5	505	- 500	
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfiques	10 079		10 079		10 079	
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	169 223		169 223	76 187	93 036	
. Autres	3 931 158		3 931 158	3 392 523	538 635	
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	100		100	366 012	- 365 912	
Disponibilités	367 094		367 094	14 848	352 246	
Instruments de trésorerie						
Charges constatées d'avance	3 920		3 920		3 920	
TOTAL (II)	5 680 759		5 680 759	4 799 326	881 433	
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)	107 907		107 907	8 908	98 999	
TOTAL ACTIF (0 à V)	19 434 991	8 252 754	11 182 237	10 114 632	1 067 605	

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 1 543 454)	1 543 454	1 362 329	181 125
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	4 208 102	4 195 164	12 938
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	209 905	209 905	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	46 615	-45 927	92 542
Résultat de l'exercice	-678 901	92 542	- 771 443
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées	70 169	70 169	
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	5 399 344	5 884 183	- 484 839
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	107 907	8 908	98 999
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	107 907	8 908	98 999
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles	2 612 000	2 225 000	387 000
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	40 442		40 442
. Découverts, concours bancaires	80		80
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers		83 815	- 83 815
. Associés	1 747 372	1 228 483	518 889
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 041 171	483 432	557 739
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	12 050	11 099	951
. Organismes sociaux	32 557	28 354	4 203
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	161 264	136 146	25 118
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	18 131	15 295	2 836
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 487	9 487	
Autres dettes	432	432	
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	5 674 986	4 221 542	1 453 444
Ecart de conversion passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	11 182 237	10 114 632	1 067 605

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)		Variation absolue		%	
	France	Exportations	Total	Total					
Ventes de marchandises									
Production vendue biens									
Production vendue services	713 849		713 849	600 298	113 551	18,92			
Chiffres d'affaires Nets	713 849		713 849	600 298	113 551	18,92			
Production stockée									
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation									
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			87	200	- 113	-56,50			
Autres produits									
Total des produits d'exploitation (I)			713 935	600 498	113 437	18,89			
Achats de marchandises (y compris droits de douane)									
Variation de stock (marchandises)									
Achats de matières premières et autres approvisionnements									
Variation de stock (matières premières et autres approv.)									
Autres achats et charges externes			702 961	237 705	465 256	195,73			
Impôts, taxes et versements assimilés			11 258	6 308	4 950	78,47			
Salaires et traitements			261 946	170 879	91 067	53,29			
Charges sociales			107 751	98 580	9 171	9,30			
Dotations aux amortissements sur immobilisations			182 302	119 834	62 468	52,13			
Dotations aux provisions sur immobilisations									
Dotations aux provisions sur actif circulant									
Dotations aux provisions pour risques et charges									
Autres charges			1 450	1 357	93	6,85			
Total des charges d'exploitation (II)			1 267 668	634 663	633 005	99,74			
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-553 733	-34 165	- 519 568	N/S			
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)									
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)									
Produits financiers de participations			254 567	46 448	208 119	448,07			
Produits des autres valeurs mobilières et créances									
Autres intérêts et produits assimilés				12	- 12	-100			
Reprises sur provisions et transferts de charges			8 908	161 595	- 152 687	-94,49			
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (V)			263 475	208 055	55 420	26,64			
Dotations financières aux amortissements et provisions			107 907	8 908	98 999	N/S			
Intérêts et charges assimilées			284 869	90 617	194 252	214,37			
Différences négatives de change			27	17	10	58,82			
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement									
Total des charges financières (VI)			392 803	99 541	293 262	294,61			
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-129 328	108 514	- 237 842	219,18			
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-683 061	74 349	- 757 410	N/S			

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 160	18 659	- 14 499	-77,71
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)	4 160	18 659	- 14 499	-77,71
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		466	- 466	-100
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)		466	- 466	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	4 160	18 194	- 14 034	-77,14
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des Produits (I+III+V+VII)	981 570	827 212	154 358	18,66
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	1 660 471	734 670	925 801	126,02
RESULTAT NET	-678 901	92 542	- 771 443	833,61
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

SOMMAIRE

1.	Informations générales	7
2.	Faits caractéristiques de l'exercice	7
3.	Evénements post-clôture	7
4.	Règles et méthodes comptables	8
4.1.	Immobilisations corporelles	8
4.2.	Immobilisations financières	8
4.3.	Créances et dettes	9
4.4.	Opérations en devises	9
4.5.	Indemnité de départ en retraite	9
4.6.	Crédit d'impôt pour l'emploi et la compétitivité	9
5.	Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat	10
5.1	Etat des immobilisations	10
5.2	Etat des amortissements	10
5.3	Etat des provisions sur actifs	11
5.4	Etat des échéances des créances	11
5.5	Produits et avoirs à recevoir	11
5.6	Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	12
5.7	Capitaux propres	12
5.7.1	Composition du capital social	12
5.7.2	Variation des capitaux propres	13
5.7.3	Provisions pour risques et charges	13
5.7.4	Etat des dettes	14
5.8	Charges à payer et avoirs à établir	14
5.9	Ventilation du chiffre d'affaires net	15
5.10	Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	15
5.11	Crédit-bail mobilier	15
5.12	Résultat exceptionnel	15
6.	Engagements financiers et autres informations	16
6.1	Engagements donnés et reçus	16
6.2	Accroissements et allègements de la dette future d'impôts	16
6.3	Effectif moyen	17
6.4	Rémunérations des dirigeants	17
6.5	Honoraires perçus par les Commissaires aux comptes	17
6.6	Tableau des filiales et participations	18
6.7	Résultats des 5 derniers exercices	18

ANNEXE

1. Informations générales

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Ils comprennent :

- Le bilan
- le compte de résultat
- l'annexe au bilan avant affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017 dont le total est de 11 182 237 euros au compte de résultat de l'exercice dégageant une perte 678 901 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

Au cours de l'exercice, la société Nextage a exercé 562 500 BSA sur les OCABSA de 2016 et la société Eurofinance a exercé des 84 375 BSA. L'exercice des BSA s'est traduit par une augmentation de capital de 181 125 €uro et par une prime d'émission de 12 938 €uro.

En date du 28 décembre 2017, la société a émis 5 310 714 OCABSA auprès de la société Nextage pour un montant de 1 487 K€.

En date du 31 décembre 2017, la société a remboursé 1 100 000 OCABSA émis auprès de la société Nextage.

3. Evénements post-clôture

Aucun évènement n'est intervenu après la clôture

4. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises en vigueur (Plan Comptable Général d'après règlement n° 2014-03 de l'ANC du 05 juin 2014).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses et principes comptables suivants :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

4.1. Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition et aux frais accessoires. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire considéré comme économiquement justifié, en fonction de la nature de l'investissement et selon les durées d'utilisation suivantes :

Matériel et outillage industriels	de 03 à 05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

4.2. Immobilisations financières

Les immobilisations financières représentent les dépôts et cautionnements ainsi que les titres de participation.

- *Titres de participation :*

Les titres de participation sont enregistrés à leur valeur d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, la valeur brute des titres de participation est comparée à la valeur d'utilité pour l'entreprise, déterminée par rapport à la valeur économique estimée de la filiale et en considération des motifs sur lesquels reposait la transaction d'origine. Cette valeur d'utilité est déterminée en fonction d'une analyse multicritères tenant compte notamment des projections de flux de trésorerie futurs, de l'actif ré-estimé, de la quote-part de capitaux propres réévalués et d'autres méthodes en tant que besoin.

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

La valeur d'usage des actifs auxquels il est possible de rattacher des flux de trésorerie indépendants est déterminée selon la méthode des flux futurs de trésorerie :

- les flux de trésorerie sont issus de résultats prévisionnels à 5 ans élaborés par la direction du Groupe,
- le taux d'actualisation est déterminé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- *Autres immobilisations financières :*

Il s'agit essentiellement des dépôts et cautionnements.

4.3. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les provisions pour créances douteuses sont déterminées en fonction du risque encouru selon l'état des dossiers.

4.4. Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en compte de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

4.5. Indemnité de départ en retraite

Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite déterminées en fonction de leur ancienneté ne sont pas provisionnés mais font l'objet d'une évaluation donnée en engagements hors bilan. Compte tenu de l'ancienneté de la société et de l'âge des salariés, le montant n'est pas significatif.

4.6. Crédit d'impôt pour l'emploi et la compétitivité

Au titre de l'exercice, la société TTI Sa a comptabilisé un CICE d'un montant de 10 079 €.

5. Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

5.1 Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst	Diminution	Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	5 880			5 880
Installation techniques et matériels industriels	729 127	268 774		997 901
Autres installations, agencements, aménagements	9 950			9 950
Matériel de transport	-			-
Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 821			6 821
Immobilisations corporelles en cours	-			-
Avances et acomptes	-			-
Total des immobilisations corporelles	745 898	268 774	-	1 014 672
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations	12 558 022			12 558 022
Autres titres immobilisés	53 854	701		54 555
Prêts et autres immobilisations financières	13 196			13 196
Total des immobilisations financières	12 625 072	701	-	12 625 773
TOTAL GENERAL	13 376 850	269 475	-	13 646 325

5.2 Etat des amortissements

	Amortissement au début de l'exercice	Dotations exercice	Diminution	Amortissement à la clôture
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	5 880			5 880
Installations techniques et matériels industriels	454 001	182 302		636 303
Autres installations, agencements, aménagements	9 950			9 950
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 821			6 821
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	470 772	182 302	-	653 074
TOTAL GENERAL	476 652	182 302	-	658 954

5.3 Etat des provisions sur actifs

PROVISIONS & DEPRECIATIONS	Début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions	Fin exercice
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation	7 593 800			7 593 800
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
TOTAL Dépréciations	7 593 800	0	0	7 593 800
Exploitation				
Financier		0		
Exceptionnel				

La provision sur titres de participation pour un montant de 7 593 800 € est constituée pour couvrir la situation nette de la société TTI France pour 3 916 800 € et TTI Do Brasil pour 3 677 000 €.

5.4 Etat des échéances des créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Autres immobilisations financières	13 196	0	13 196
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 182 795	1 182 795	
Créances représentatives de titres prêtés		0	
Personnel et comptes rattachés	5	5	
Etat et autres collectivités publiques :		0	
- Impôts sur les bénéfices	10 079	10 079	
- T.V.A	169 223	169 223	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés		0	
- Divers		0	
Groupe et associés	3 931 158		3 931 158
Débiteurs divers	6 384	6 384	
Charges constatées d'avance	3 920	3 920	
TOTAL GENERAL	5 316 760	1 372 406	3 944 354
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

5.5 Produits et avoirs à recevoir

Le produit à recevoir comptabilisé au titre du 31 décembre 2016 correspond aux CICE pour un montant de 10 079 €.

5.6 Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

(entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Créances clients et comptes rattachés	1 182 532		
Autres créances	3 931 101		
Emprunts et dettes financières diverses	1 677 075	70 296	
Dettes fournisseurs	779 367		
Produits de participation			
Autres produits financiers	254 567		
Charges financières	36 648		

5.7 Capitaux propres

5.7.1 Composition du capital social

En milliers d'euros	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Nb d'actions	4 865 461	646 875		5 512 336
Valeur nominale	0,28	0,28		0,28
Capital social	1 362 329	181 125	-	1 543 454

En date du 24 juin 2016, la société a émis 1 125 000 OCABSA auprès de la société Nexstage.

En date du 28 décembre 2017, la société a émis 5 310 714 OCABSA auprès de la société Nexstage.

En date du 31 décembre 2017, la société a remboursé 1 100 000 OCABSA émis auprès de la société Nexstage.

Au cours de l'exercice, la société n'a procédé à aucun mouvement sur des actions propres.

Dans le cadre de l'émission des emprunts obligataires réalisés au cours des derniers exercices, les obligations en circulation à la clôture se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	OCABSA 2014	OCABSA 2014-1	OCABSA 2015-1	OCABSA 2016-1	OCABSA 2017-1	Total
Date d'émission	02/07/2014	29/12/2014	06/03/2015	24/06/2016	28/12/2017	
Nombre d'obligations à l'ouverture	500 000	350 000	250 000	1 125 000		2 225 000
Nombre d'obligations remboursés sur l'exercice	500 000	350 000	250 000			1 100 000
Nombre d'obligations émises					5 310 714	5 310 714
Nombre d'obligation à la clôture	-	-	-	1 125 000	5 310 714	6 435 714
Valeur de l'obligations	1,00	1,00	1,00	1,00	0,28	
Valeur des obligations	-	-	-	1 125 000	1 487 000	2 612 000
Durée de validité				4 ans	5 ans	

5.7.2 Variation des capitaux propres

En Euro	31/12/2016	Affectation / résultat	Dividende	Autres mouvements	31/12/2016
Capital	1 362 329			181 125	1 543 454
Prime d'émission	4 195 164			12 938	4 208 102
Prime de fusion	-				-
Réserve légale	209 905				209 905
Autres réserves	-	-			-
Report à nouveau	45 927	92 542			46 615
Acompte sur dividende	-				-
Résultat	92 542	92 542			-
Amortissement dérogatoire	70 169				70 169
TOTAL	5 791 640	-	-	194 063	6 078 245

Résultat au 31/12/2017 - 678 901

Total des capitaux propres : 5 399 344

Au cours de l'exercice, la société Nextage a exercé 562 500 BSA sur les OCABSA de 2016 et la société Eurofinance a exercé des 84 375 BSA. L'exercice des BSA s'est traduit par une augmentation de capital de 181 125 € et par une prime d'émission de 12 938 €.

5.7.3 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées en conformité avec le règlement sur les passifs (CRC n°2000-06). Ce règlement définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions	Fin exercice
Amortissements dérogatoires	70 169			70 169
TOTAL Provisions réglementées	70 169			70 169
Provision pour perte de change	8 908	107 907	8 908	107 907
TOTAL Provisions	8 908	107 907	8 908	107 907
TOTAL GENERAL	79 077	107 907	8 908	178 076
Exploitation				
Financier		107 907	8 908	
Exceptionnel				

5.7.4 Etat des dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires	2 612 000	0	2 612 000	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	80	80		
- plus d'un an		0		
Emprunts et dettes financières diverses	40 442	40 442		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 041 171	1 041 171		
Personnel et comptes rattachés	12 050	12 050		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	32 557	32 557		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices		0		
- T.V.A	161 264	161 264		
- Obligations cautionnées		0		
- Autres impôts et taxes	18 131	18 131		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 487	9 487		
Groupe et associés	1 747 372	1 747 372		
Autres dettes	432	432		
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	5 674 986	3 062 986	2 612 000	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 533 642			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 106 200			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

5.8 Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	205 243
Dettes fiscales et sociales	34 462
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	239 705

5.9 Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	713 849
TOTAL	713 849

Répartition par marché géographique	Montant
France	561 089
Etranger	152760
TOTAL	713 849

5.10 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-683 061	
Résultat exceptionnel (et participation)	4 160	
Résultat comptable	-678 901	

5.11 Crédit-bail mobilier

Néant

5.12 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de la société s'explique principalement par une régularisation favorable de comptes fournisseurs à hauteur de 4 K€.

6. Engagements financiers et autres informations

6.1 Engagements donnés et reçus

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pensions Autres engagements donnés :	
TOTAL	0
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties Autres engagements reçus :	0
TOTAL	0
Dont concernant : - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

6.2 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Nature des différences temporaires	Montant
ACCROISSEMENTS	
Provisions règlementées : organic	0
TOTAL	0
ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	
ALLEGEMENTS	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation : organic	
TOTAL	
ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	
Base Amortissements réputés différés Déficits reportables Moins-values à long terme	1 632 314

6.3 Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	4	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	1	
Ouvriers		
TOTAL	5	

6.4 Rémunérations des dirigeants

Les mandataires sociaux de la Société ont perçu 152,5 K€ (salaires bruts cumulés et prestations de services) au cours de la période

6.5 Honoraires perçus par les Commissaires aux comptes

	2017	2016
<i>En milliers d'Euros</i>		
Commissariat aux comptes (comptes annuels et consolidés)	13	13
Missions accessoires		
Sous-total	13	13
Autres prestations le cas échéant		
Sous-total	0	0
TOTAL	13	13

6.6 Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
Travel Technology Interactive Brésil	130 792	401 309	100,00%	7 631 693	3 954 693	526 781		2 194 070	39 963	204 239
Travel Technology Interactive Caraïbes	1 000 000	260 606	100,00%	999 460	999 460	- 1 221 223		481 430	238 397	
Travel Technology Interactive France SAS	2 716 800	- 5 095 949	100,00%	3 916 800	-	3 404 319		2 064 932	- 112 685	
Travel Technology Interactive Americas Corp	9 486	136 430	100,00%	9 487	9 487	- 270 634		330 130	147 408	
Travel Technology Interactive Asia	540	- 30 059	100,00%	583	583	- 185 218		748 720	165 857	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										

6.7 Résultats des 5 derniers exercices

Art : 133 et 148 du décret sur les sociétés commerciales

Nature des Indications / Périodes	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	1 543 454	1 362 328	4 524 879	4 524 879	3 924 878
b) Nombre d'actions émises	5 512 336	4 865 461	4 865 461	4 865 461	4 220 299
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	713 849	600 298	570 208	420 000	430 000
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	-397 599	59 689	-377 163	68 287	-106 534
c) Impôt sur les bénéfices					
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	-397 599	59 689	-377 163	68 287	-106 534
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	-678 901	92 542	-293 732	-1 171 327	-5 451 572
f) Montants des bénéfices distribués					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	- 0.07	0.04	-0.08	0.01	0.03
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	- 0.12	0.02	-0.06	-0.24	-1.29
c) Dividende versé à chaque action					
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	5	5	4	5	5
b) Montant de la masse salariale	261 946	170 879	177 708	281 472	294 514
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	107 751	98 580	101 925	114 906	125 161